



PRÉFET DES VOSGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Arrêté n° 850/2021/DREAL/UD88 du 14 OCT. 2021
relatif aux modifications des installations sur le site de la société WELLMAN RECYCLAGE
NEUFCHATEAU situé sur le territoire de la commune de Rebeuville

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-46 ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Yves SEGUY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1531/2007 du 18 juin 2007 modifié autorisant la société SOREPLA INDUSTRIE à étendre les activités de son établissement situé sur le territoire de la commune de Rebeuville ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 752/2020/DREAL/UD88 du 07 décembre 2020 portant changement d'exploitant du site de la société WELLMAN NEUFCHATEAU RECYCLAGE situé sur le territoire de la commune de Rebeuville ;
- Vu le porter à connaissance déposé le 17 juin 2021 par la société WELLMAN NEUFCHATEAU RECYCLAGE informant Monsieur le Préfet des Vosges d'un projet de modification des installations soumises à autorisation ;
- Vu les documents annexés à cette demande ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 06 septembre 2021 ;
- Vu le projet d'arrêté transmis à la société WELLMAN NEUFCHATEAU RECYCLAGE, en date du 06 septembre 2021 ;
- Considérant que le projet de modification objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement
- Considérant que la société WELLMAN NEUFCHATEAU RECYCLAGE a été régulièrement autorisé à exploiter des installations de recyclage de déchets de matières plastiques, soumises à autorisation au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- Considérant que les déclarations présentées la société WELLMAN NEUFCHATEAU RECYCLAGE nécessitent la mise à jour de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 368/2020/DREAL/UD88 du 10 mai 2021 faisant état de la situation administrative de la société ;
- Considérant que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que la société WELLMAN NEUFCHATEAU RECYCLAGE n'a pas émis d'observations liées au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 06 septembre 2021 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 368/2020/DREAL/UD88 du 10 mai 2021 est remplacé par les dispositions suivantes : « Les activités de l'établissement visées par la nomenclature des installations classées sont les suivantes :

Rubriques ICPE		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2660-a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410, la capacité de production étant : a) Supérieure à 10 t/j	Installation de polycondensation de PET Capacité de 62,4 t/j	A
2661-1-a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	Extrusion de polymère Capacité de 90 t/j	A
3410-h	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	Installation de polycondensation de PET Capacité de 62,4 t/j	A
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume de plastique susceptible d'être présent : 35 000 m ³	E
2661-2-a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 20 t/j	Quantité de matière susceptible d'être traitée : 190 t/j	E
2910	Combustion à l'exclusion des installations visées	2,23 MW (1 chaudière)	DC

Rubriques ICPE		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
	<p>par les rubriques 2770, 2771 et 2971.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>		
2663-2-c	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>c) Supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³</p>	5 300 m ³	D
1185-2-a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	Quantité cumulée : 598,29 kg	DC
1414-3	<p>Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de)</p> <p>3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)</p>	5 tonnes de propane	DC

».

Article 2 – les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n° 368/2020/DREAL/UD88 du 10 mai 2021 demeurent inchangées.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société **WELLMAN RECYCLAGE NEUCHATEAU** et dont copie sera adressée à la mairie de Rebeuville et pourra y être consultée, et au sous-préfet de Neufchâteau.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le 14 OCT. 2021

Le Préfet,
Par délégué, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général
David PERCHERON

Délais et voies de recours - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy selon les modalités fixées à l'article R. 181-50 du code de l'environnement.